

24^{es} semaines
européennes
de la philosophie



5 questions à

Federico Tarragoni

autour de l'ouvrage :
L'esprit démocratique du populisme
aux Editions La Découverte

Questions posées par Cécile Leconte

01/12/2020
Citéphilo

Transmettre
édition 2020

1

Dénonçant les usages normatifs aujourd'hui faits du populisme afin de disqualifier les forces sociales et politiques porteuses d'une exigence démocratique « radicale », votre ouvrage propose de ré-historiciser le terme de « populisme », afin d'en retrouver la signification originelle. Il s'emploie à identifier une expérience matricielle qui en constituerait le « noyau » dur idéologique. Selon vous, cette matrice idéologique serait celle des narodniki russes des années 1880. Pourquoi ne pas remonter plus loin dans le temps et inclure des expériences telles que celles de la Commune ?

Le principal problème de l'enquête sur le populisme est l'absence de textes philosophiques et programmatiques à partir desquels elle pourrait être menée. Contrairement aux autres idéologies politiques, pour lesquelles ces textes existent, et ont nourri les luttes symboliques et définitionnelles qui en sont constitutives, l'historien du populisme bute sur l'obstacle de leur absence. Ainsi, lorsqu'on cherche à caractériser une expérience politique comme « libérale » ou « socialiste », comme « anarchiste » ou « communiste », on peut se référer à des textes, des doctrines, des manifestes qui ont été, la plupart du temps, repris par les acteurs de ces expériences pour donner sens à leur action. Ce n'est guère le cas du populisme. C'est pourquoi son historien doit faire preuve, selon moi, d'un scepticisme radical, qui détonne avec l'usage extrêmement élastique qu'on en fait de cette catégorie aujourd'hui. Il doit se poser la question : qu'est-ce qui peut légitimement être qualifié de « populiste » au vu de l'absence d'un socle philosophique et programmatique ? J'ai répondu à cette question par un critère très restrictif : on peut qualifier de « populistes » des expériences historiques pour lesquelles cette qualification fait l'objet d'un consensus historiographique ; autrement dit, elles ont été qualifiées ainsi par leurs observateurs contemporains et par les historiens qui s'en sont emparés par la suite. C'est pourquoi le populisme russe constitue, dans mon enquête, une matrice : les populistes russes se sont définis en premiers comme « populistes » et l'ont été par leurs contemporains ; leur production idéologique et philosophique a donné lieu à un courant caractérisé comme « populiste » par les historiens. Ce n'est pas le cas

de l'expérience de la Commune. Elle a été plutôt référée à l'idéologie socialiste, prônant la réappropriation des moyens productifs par les travailleurs contre les capitalistes. C'est pourquoi je ne l'inclus pas dans ma comparaison socio-historique, même si des affinités évidentes apparaissent avec le *narodnitchestvo* russe (à tel point que Marx prit au sérieux les *narodniki* en observant de près l'expérience de la Commune parisienne). Il y en a au moins deux : premièrement, l'exaltation de l'autonomie du peuple contre tout appareil visant à lui imposer de l'extérieur ses formes d'organisation. Comme l'*obscinia* paysanne, la commune ouvrière est un instrument d'auto-organisation du peuple, érigé contre toute instance dictant au peuple la manière dont il devrait s'organiser (des partis d'avant-garde, l'État, etc.). Deuxièmement, comme le *mir* russe, la commune ouvrière est une expérience de démocratie radicale : en d'autres termes, l'auto-organisation du peuple est pensée comme une étape vers la construction d'une démocratie radicalement libertaire et égalitaire (ce qu'on a également appelé, à propos de la Commune, la « démocratie autogestionnaire »).



Vous démontrez de façon tout à fait convaincante que le sens du terme « populisme » a connu un glissement depuis ses origines dans le dernier tiers du 19ème siècle et jusqu'aux années 1940, où il renvoyait à une revendication démocratique radicale, à l'époque contemporaine, où il est employé par un certain nombre de « populologues » (les « experts en populisme » auto-désignés) afin de désigner une « menace », un danger pour la démocratie, disqualifiant ainsi toute remise en cause du statu quo néolibéral actuel. A quoi attribuez-vous ce glissement ?

À l'emprise de l'actualité sur les sciences sociales et politiques, qu'on peut caractériser comme une forme de « présentisme » de l'analyse. Les prodromes des théories de la « menace populiste » se trouvent dans la « grande peur libérale » (pour utiliser l'expression de M. Kazin) qui guette un certain nombre de sociologues et politistes américains dans les années 1950, face à l'émergence du maccarthysme. Devant ce phénomène, difficile à comprendre, d'un tournant ultra-conservateur (apparemment) légitimé par les classes populaires, des intellectuels comme Shils, Lipset ou Hofstadter se réapproprient le terme populisme – pour donner sens à ce qu'ils vivent, à juste titre, comme une menace – en lui donnant une toute autre acception que celle qu'il avait depuis la fin du XIXe siècle. Le terme cesse de définir une certaine idéologie socialiste pour qualifier le ressentiment ou la frustration populaire qui expliquerait l'ascension de démagogues soucieux de réduire les libertés démocratiques ; une interprétation qui, de manière totalement anachronique, on a appliqué par la suite aux populismes du XIXe siècle, comme le People's Party. Les fermiers à son origine, prônant le droit à la « propriété populaire de la richesse », auraient été des bigots racistes, frustrés et irrationnels comme les adeptes du Sénateur McCarthy dans les années 1950.

C'est le même geste que réitère, dans un contexte historique différent, la populologie à l'aube des années 1980. Ses fondateurs, comme Pierre-André Taguieff en France, assistent à l'émergence de mouvements outsiders et anti-establishment, difficilement classables suivant les grilles d'analyse politique des démocraties d'après-45 :

des mouvements dénonçant les dérives sociales de la globalisation, mais en attribuant la cause à une immigration incontrôlée ; des mouvements dénonçant les élites économiques et financières de la globalisation, mais en proposant des politiques économiques néolibérales (dérégulation, privatisation, baisse des impôts pour les plus riches). Ces mouvements défiaient les « clivages socio-politiques » de l'axe gauche-droite, tels que la science politique après 1945, avec S. Rokkan par exemple, les avait codifiés. On recycle donc le terme « populisme » pour les définir : une opération qu'on va effectuer avec tous les partis anti-establishment, depuis les années 1980 à nos jours, d'extrême droite ou de la gauche radicale. Cet amalgame au cœur de la « populologie » a permis 1) de discréditer les mouvements qui défendaient, à l'extrême gauche, une vision radicalement démocratique du combat du peuple contre les élites, à l'aide de ceux qui, à droite, versaient dans le racisme et la xénophobie ; 2) de juger que, du fait qu'ils appelaient tous au « peuple » contre les élites, leur moteur était le ressentiment populaire (on retrouve l'idée de Shils, Lipset et Hofstadter) et qu'ils menaçaient donc la démocratie. C'est ainsi que toute critique des politiques néolibérales au nom du peuple s'est vue rejetée du côté de l'indicible.

3

En démontrant, de façon fort convaincante, que le stigmatisme actuel dont le populisme fait l'objet est sous-tendu par une méfiance, un mépris fort ancien du peuple, vous vous situez dans les pas de sociologues ou de philosophes tels qu'Annie Collovald ou Jacques Rancière, qui ont défendu une thèse similaire. Comme vous le rappelez, il existe par ailleurs dans la littérature anglophone une tradition comparative, avec des auteurs tels que Margaret Canovan qui, malgré ses limites, a bien identifié le caractère « rédempteur » du populisme compris comme moyen de renouveler, de revivifier l'utopie démocratique. Comment expliquer que cette tradition comparative ait trouvé si peu d'écho dans le champ universitaire français ?

Cette tradition comparative dans les populism studies renvoie, me semble-t-il, à la singularité de la science politique dans le monde anglo-saxon. Les premiers travaux comparatistes sur le populisme sont menés par des social scientists férus de théorie politique et d'histoire des idées politiques, comme Gellner ou Canovan. Dans le Colloque fondateur de la London School of Economics des 20 et 21 mai 1967, on trouve des spécialistes d'aires culturelles et de cultures politiques différentes, tous réunis par leur passion pour l'histoire des idées politiques (représentée, dans le colloque, par le théoricien I. Berlin, spécialiste du narodnitchestvo russe, qui fait une intervention très remarquée). Leur objectif commun est de comprendre la nature de l'idéologie populiste en comparant le passé et le présent, l'ici et l'ailleurs, les sociétés occidentales et extra-occidentales, la modernité et la tradition politiques. La science politique française, entre les années 1960 et 70, semble aux antipodes de cela : en lien avec le droit, elle est centrée sur l'histoire des institutions politiques françaises (que l'on pense à ce « pape » de la discipline qu'a été M. Duverger) ; elle est très peu comparative ; elle fait peu de place à la théorie politique, qui n'en constitue pas une branche à part entière. C'est pourquoi le populisme, qui apparaît en Russie, aux États-Unis et en Amérique latine, ne l'a jamais intéressée ; elle a commencé à s'y intéresser à partir de l'émergence du Front national au début des années 1980, en découvrant, par là même, le travail comparatif de M. Canovan (1981) qui incluait, aux côtés des populismes historiques, les nouveaux leaders ultraconservateurs d'Europe et États-Unis (Thatcher, Perot, Powell).

4

Votre ouvrage possède également une dimension prescriptive ; vous vous y interrogez sur les possibilités d'un populisme démocratique et émancipateur dont l'horizon d'action serait non pas national mais européen. Or, il semblerait que la gauche populiste européenne soit faiblement transnationalisée, même dans le cadre du Parlement européen, où les relations entre des partis comme LFI et Die Linke sont conflictuelles. Certaines alternatives transnationales qui auraient pu incarner un projet populiste européen de gauche, telles que DIEM-25, n'ont pour l'instant pas connu un grand succès. De façon certes un peu provocatrice, ne peut-on pas affirmer que les forces et acteurs se réclamant aussi du populisme à l'extrême droite, tel que le premier ministre hongrois Viktor Orbán, sont davantage organisées à l'échelle transnationale que ne le sont les gauches populistes européennes ?

Oui, malheureusement, vous avez raison.

Juste une précision toutefois sur cette dimension « prescriptive » qui a monopolisé une partie de l'attention de mes lecteurs, en les poussant parfois à y voir la raison fondamentale de ma lecture « hétérodoxe » du populisme. Mon livre n'est pas un essai proposant une stratégie populiste pour la gauche. C'est un travail scientifique qui cherche à aborder le populisme comme un problème des sciences sociales, et qui livre des outils pour l'analyser. Or, comme ces outils renvoient à la sociologie wébérienne, j'ai repris, pour des raisons de cohérence, de Weber son propre positionnement par rapport à la frontière positif/normatif. Weber fait une triple place à la question des valeurs dans l'analyse. Tout d'abord, c'est le plus connu, une place négative : la neutralité axiologique, la non superposition des jugements de fait et des jugements de valeur. Ensuite, une place positive : l'explicitation, par le sociologue, du rapport axiologique qu'il entretient vis-à-vis de son objet. Enfin, une place proprement politique : vu que le politique est le domaine, selon Weber, de la lutte des valeurs, le sociologue se doit de déceler les enjeux normatifs de son analyse afin de contribuer, là où l'objet s'y prête, à éclairer les luttes de valeurs qui traversent la sphère politique. Je fais à chacune de ces acceptions une place dans mon enquête. Premièrement, je critique la populologie au nom de la neutralité axiologique ; ce qui me gêne chez les tenants de la « menace » ou du « salut » populiste, c'est justement le fait qu'ils antéposent à leur analyse positive un jugement de valeur sur la compatibilité ou non du phénomène avec la démocratie. Deuxièmement,

j'entame dans la conclusion de mon livre une analyse de mon rapport axiologique à l'objet « populisme ». J'étaye mes énervements, mes passions vis-à-vis de cet objet, qui ont précadré ma construction de l'enquête : ce n'est évidemment pas anodin de redéfinir le populisme à partir de son passé oublié, ou d'avaliser cet oubli en partant de Matteo Salvini ou Marine Le Pen. Dans les dernières pages de la conclusion, dont vous parlez dans votre question, je décèle enfin les enjeux normatifs de mon analyse. Dans mon livre, je démontre en effet que populisme et nationalisme se sont développés comme deux idéologies distinctes, ayant deux définitions différentes du peuple-nation. La nation du populisme est conçue en termes plébéiens et démocratiques, et opposée à une stratégie de modernisation des élites tournée vers l'extérieur. Il en va tout autrement dans la nation des nationalistes et, plus récemment, des mouvements nativistes qui prospèrent en Occident : la nation est ici conçue en termes plébéiens et ethniques, et pensée à partir de l'opposition pureté-souillure. Qu'en est-il aujourd'hui en Europe ? La deuxième acception de la nation a le vent en poupe, à tel point que l'extrême droite a complètement hégémonisé le signifiant de la nation et que, comme vous le dites, elle s'organise très bien à l'échelle transnationale européenne. L'acception plébéienne et démocratique est à peu près inaudible, car les partis de gauche qui la portent ont du mal à se structurer à l'échelle transnationale ; et, à mon avis, ils ont du mal, comme le montre le cas de LFI, aussi parce qu'ils restent ancrés dans une vision nationaliste du monde.

Or, autant cette vision facilite la structuration européenne des partis d'extrême droite (tous les partis ultranationalistes européens défendant l'idée d'une « Europe des nations souveraines »), autant elle empêche la structuration de la gauche populiste (car l'enjeu du populisme est la radicalisation de la démocratie, et un tel projet n'est pas soluble dans une définition stato-nationale de la démocratie). C'est pourquoi je considère que si, et je répète si, la gauche européenne a intérêt à développer une stratégie populiste aujourd'hui (ce sur quoi je ne statue pas), alors, en accord avec l'histoire du populisme, elle a tout à fait intérêt à dénationaliser son peuple.

5

Vous avez l'ambition, dans cet ouvrage, de fonder une nouvelle théorie du populisme. Pour autant, vous semblez vous distinguer d'autres auteurs, tels que Chantal Mouffe, engagés également, depuis plusieurs années, dans une entreprise de refondation théorique et politique du populisme. Pouvez-vous nous expliquer ce qui vous distingue des propositions de Chantal Mouffe, notamment sur la question de l'articulation entre projet populiste et nation (la nation faisant partie des concepts dont vous appelez à faire le deuil) ?

La proposition de C. Mouffe s'appuie selon moi sur un ensemble d'erreurs de lecture du populisme, et en particulier le fait que celui-ci serait propre à l'extrême gauche et à l'extrême droite. Au niveau théorique, une telle idée suppose de diluer à l'extrême ce que la théoricienne entend par « demande démocratique », un problème qui était déjà présent chez son co-auteur Ernesto Laclau. Rappelons leur théorie : le populisme est une logique d'articulation politique de demandes insatisfaites qui s'agrègent, dans une « chaîne d'équivalence », en vertu de leurs propriétés démocratiques. Le populisme devient ainsi une manière de « refaire du politique » de façon conflictuelle, contre une vision pacifiée de la démocratie réduite à l'ordre en place. Or, le grand problème de cette construction théorique c'est que, en tant qu'elle porte sur une même logique politique – le populisme – censément à l'œuvre dans l'extrême gauche et l'extrême droite, elle conduit à penser que les mouvements d'extrême droite portent des revendications démocratiques. C. Mouffe prend en exemple le FPÖ : elle s'en prend aux lectures « moralisantes » qui le considèrent comme un héritage du fascisme ou du nazisme, car, écrit-elle (sans mentionner aucune enquête sociologique), « les références à l'ère nazie ne tiennent pas une place importante dans l'idéologie du parti ». Au contraire, ce serait une revendication d'accès à la participation politique, d'une plus grande inclusion démocratique, qui mobiliserait les électeurs du FPÖ : une interprétation qui semble toutefois ne pas prendre en compte le fait que le FPÖ, comme les autres partis d'extrême droite européens, n'ont avancé, une fois au

pouvoir, aucune proposition concrète visant à rétablir la « souveraineté populaire » en démocratie. En réalité, ces partis ne canalisent pas des demandes démocratiques exprimées dans un langage xénophobe, comme le pense Mouffe, mais plutôt des demandes de restauration de l'ordre – social, sexuel, racial, religieux - à la suite de sa remise en question par les « politiques progressistes ». La « démocratie » qu'il visent est une démocratie restreinte aux citoyens nationaux et débarrassée de toutes les populations jugées « incompatibles » avec les valeurs nationales.

En minorant cet aspect du « populisme de droite », Mouffe en vient à considérer que le populisme, tant à gauche qu'à droite, conduit à investir la « nation » comme signifiant émancipateur, contre des partis néolibéraux qui ont vendu « la nation » aux marchés financiers. Ce type de stratégie, qui découle de son analyse du populisme, mène selon moi à une impasse, dont l'évolution du discours de LFI témoigne fortement ; plus les partis populistes de gauche réemploient le langage stabilisé des partis d'extrême droite, en s'aventurent sur leurs propres terrains (pour éventuellement capter leurs électeurs), plus ils perdent leurs propres électeurs !



Depuis près de 25 ans

Depuis près de 25 ans à Lille, dans sa métropole, et dans les Hauts-de-France, dans de nombreux lieux culturels et d'éducation (musées, théâtres, médiathèques, lycées, universités, etc.), CITÉPHILO propose des rencontres, gratuites et libres d'accès (dans les limites imposées toutefois cette année par les règles sanitaires), avec des intellectuels et des chercheurs, issus de tous les domaines de la pensée (philosophes, sociologues, anthropologues, scientifiques, artistes, etc.), autour d'un livre ou d'un thème. En cette période troublée entre toutes, où nous oscillons entre la sidération et les opinions réversibles, il est peut-être plus utile que jamais de venir partager le travail et les questions de celles et ceux qui prennent le temps d'une élaboration patiente et rigoureuse de leur pensée.

Écouter, lire, comprendre, c'est ce que propose CITÉPHILO à chacun.e en vue de résister à la passivité comme à la facilité, d'éclairer notre expérience présente, individuelle et collective, et de promouvoir le plus largement possible une citoyenneté exigeante.

Arnaud Bouaniche, président de PhiloLille

www.citephilo.org



Photo : © Photo de Samuel Buton
prise lors d'une résidence à Naplouse :
«Portons nous bien», par la compagnie
XY.